Mardi 23 janvier 1979 — No 1014

BP 61, 75861 Paris cédex 18 CCP 30 226 72 D La Source 1,70 F

l'humanité rouge

Organe central du Parti communiste marxiste-léniniste

Violences

LES CRS sont intervenus vendredi matin, vers 5 h 30, au centre de tri de Limoges, occupé par les postiers massivement en grève. Information presque banale direz-vous : c'est pour ça qu'ils existent et qu'ils sont formés, les CRS. Dans notre société capitaliste, c'est la violence légale comme celle qui autorise les flics à fouiller systématiquement les immigrés dans le métro parisien, à tabasser les jeunes dans les commissariats ou plus simplement celle qu'excercent gouvernement et patrons en jetant sur le pavé des hommes et femmes de tous âges auxquels ils refusent le simple droit au travail.

Information banale en effet, mais qui témoigne une fois de plus que pour en finir avec ce système là, des roses mêmes au poing, ne suffirait pas, ni des bulletins de vote.

Information qui prend aussi un éclat particulier quand dans le même temps, à la faveur d'une action d'une autonomie bien douteuse, ministre de la Justice et chef de l'État se répandent en discours sur la violence, pour mieux affirmer, et avec force, qu'ils entendent bien s'y opposer. Bien sûr, ce qui leur fait violence à eux et aux puissances d'argent qu'ils représentent, ce ne sont pas quelques autonomes briseurs de vitrines. C'est bien plutôt l'action de postiers en grève occupant leur centre de tri, où la juste correction administrée sans coup férir par la population de St-Chamond à quelques vigiles venus avec leurs chiens s'installer dans une usine d'où les CRS avaient expulsé les travailleurs qui l'occupaient ou quelques directeurs séquestrés ici ou là ou quelques bureaux directoriaux visités par les ouvriers en colère.

Cette violence là, ils la craignent et ils mènent campagne pour retarder le moment où la classe ouvrière et tous les travailleurs pourraient s'en saisir largement.

Ils mènent campagne et ils perfectionnent sans cesse l'arsenal juridique et l'appareil policier pour mieux réprimer. Car à travers ses différentes composantes, telle est bien la fonction de toute la police. Si le pouvoir met constamment en avant ceux qui, de temps en temps, en décousent avec le grand banditisme, ceux qui sont sensés protéger la population contre la petite et la grande délinquance, c'est pour tenter de créer un courant de sympathie en faveur de l'appareil policier traditionnellement et justement mal vu dans notre peuple et justifier toutes les mesures pour le renforcer.

« La sécurité des Français passe par la sécurité des policiers » prétendent les banderoles derrière lesquelles défilent ces jours-ci (pure coincidence) des milliers de policiers. Mais le système capitaliste, c'est l'insécurité organisée pour la grande masse du peuple et la police, avec ses différentes composantes, en est justement un instrument.

Il n'y a pas deux polices : une mauvaise qui réprime le peuple et une bonne qui le protège. Même si, parmi les policiers, certains répugnent à ce rôle, c'est constamment que les travailleurs se heurtent à la police comme instrument de répression.

Au fond, ceux qui nous gouvernent sont de bons professeurs par la négative. En lançant des diatribes contre la violence, ils nous indiquent que le peuple a raison d'y recourir et de s'y préparer : pas celle des briseurs de vitrines de Saint-Lazare, mais celle de masse, pour la satisfaction des revendications comme pour en finir un jour avec le système capitaliste.

Gilles CARPENTIER

IRAN

Une indépendance toujours menacée

LE peuple a chassé le tyran. Khomeiny revient. Baktiar veut rester. Le parti pro-soviétique manifeste. Des incidents se produisent à la frontière avec l'Afghanistan pro-soviétique. La situation est toujours très instable, les États-Unis s'accrochent à leurs positions et l'URSS cherche à profiter de l'instabilité pour mettre le pied en Iran. L'indépendance nationale de l'Iran est toujours menacée, exigeant plus que jamais une grande vigilance du peuple iranien.

(Voir page 2)

Les militants du parti Toudeh pro-soviétique manifestent à Téhéran.

DISCOURS DES MINISTRES, DEFILES DE POLICIERS :

Sécurité ou répression renforcée ?

SAMEDI, huit mille policiers ont manifesté à Paris à l'appel de leurs organisations, dont la CGT et la CFDT. Ce que revendiquent les policiers : des moyens pour assurer *leur* sécurité (plusieurs d'entre eux ont, en effet, été tués ces derniers mois).

En tête de la manifestation, figurait le mot d'ordre : *« La sécurité de la population passe par la sécurité des policiers »*. La question qui vient aux lèvres est : la sécurité de la population contre qui ou quoi ? Contre le petit voleur souvent jeune et chômeur qui dérobe un objet sans grande valeur à une vitrine ? Si tel est l'ennemi que nous proposent les flics, nous ne sommes pas d'accord. Contre la violence criminelle de bandits qui n'hésitent pas à tuer ? En réalité la population n'est guère confrontée à eux. Certes, la menace existe mais pas au point où le pouvoir veut nous le faire croire dans un but évidemment très intéressé.

Selon le rapport Peyrefitte lui-même, 95 % des Français n'ont pas connu d'atteinte violente dans leur intégrité physique et pour eux la violence est du domaine du raconté. Cependant, selon des sondages, 20 % d'entre eux s'estiment menacés. Ainsi donc, il y a un décalage très important entre la menace réelle et la peur qu'elle suscite. D'où vient cette peur exagérée de l'insécurité sinon de l'intoxication du pouvoir. Si, avec la crise, la criminalité a augmenté, ce n'est plus le cas actuellement.

QUELLE SÉCURITÉ ?

Mais parlons de la sécurité. La police fait-elle bien régner la sécurité comme elle le prétend. Les policiers qui, dans le métro, contrôlent les immigrés assurent-ils une quelconque sécurité ? Non, au contraire, ils cherchent l'immigré à expulser.

Quelle sécurité règne dans les commissariats pour les jeunes et les immigrés qui s'y font très souvent tabasser et humilier ? Si les policiers se plaignent d'être les victimes des bandits qui n'hésitent pas à tirer sur eux, par contre ils ne disent rien sur les simples passants qu'ils abattent quelquefois sous des prétextes futiles. Faut-il redire que ces flics assassins ne sont pratiquement jamais punis.

(Suite page 3)

Henri MAZEREAU

12 divisions ne suffisent pas !

Hanoï envoie de nouvelles troupes au Cambodge

LA résistance des patriotes cambodgiens contre l'agression vietnamienne se développe à tel point que l'armée vietnamienne a dû envoyer des renforts, en particulier des blindés qui arrivent du Laos. Une flottille composée d'une centaine de navires vietnamiens de fabrication soviétique — dont des destroyers lance-missiles, des patrouilleurs rapides et des péniches de débarquement — a été photographiée à l'intérieur des eaux territoriales du Kampuchea (Cambodge). Des bombardements intensifs pilonnent la côte, en particulier le port de Kompong Som repris par les patriotes. Bombardements et lance-missiles, c'est sans doute ce que le Vietnam (et *l'Humanité*) appelle *« aider un peuple à se libérer »*.

De son côté, le prince Sihanouk a déclaré que des envoyés de Hanoï lui avaient proposé de devenir président du gouvernement fantoche, ce qu'il avait refusé en tant que patriote.

En France, diverses activités de soutien à la lutte du peuple cambodgien s'organisent. Indépendamment des opinions sur la situation intérieure du Cambodge avant l'agression vietnamienne, le soutien prend pour base que l'indépendance d'un pays ne peut être violée par un autre pays. Quel que soit le prétexte, une invasion reste une invasion. Meetings, résolutions, pétitions, manifestations de soutien ont déjà eu lieu à Paris, Lille, Nantes, Rennes, Orléans, Morlaix, Marseille, Montpellier, etc.

Vendredi de la semaine passée, deux millions d'Iraniens manifestaient.

Iran

Une indépendance toujours menacée

ALORS que le retour de l'ayatollah Khomeiny en Iran est annoncé pour vendredi, pour la première fois depuis le début du mouvement populaire contre le Shah, une manifestation dite « de gauche », ayant le soutien du parti révisionniste pro-soviétique Toudeh, a eu lieu à Téhéran. Elle ne rassemblait que quelques 10 000 manifestants, ce qui est très faible en comparaison avec les gigantesques défilés de centaines de milliers de personnes des derniers mois. Cependant, le fait même que cette manifestation ait lieu de manière indépendante des mouvements religieux est significatif des ambitions du parti Toudeh : cherchera-t-il à entrer dans le gouvernement Khomeiny si celui-ci arrive au pouvoir ou, au contraire, se lancera-t-il dans une opération de subversion et de division contre le nouveau gouvernement, la question reste posée. Mais une chose est sûre : Moscou qui soutient le parti Toudeh essaiera de se substituer aux USA.

Tout peut encore se passer en Iran. Le Shah parti, l'instabilité politique demeure. Le gouvernement Bakhtiar, formé avant le départ du Shah, se heurte à une forte opposition.

L'armée est une force importante avec laquelle il lui faut également compter. Une frange de ses dirigeants est favorable à un coup d'Etat. Pour l'instant, elle a reçu l'ordre de ne pas intervenir contre les manifestations quand celles-ci seront des démonstrations de joie suite au départ du Shah. Par contre, elle a reçu l'ordre d'intervenir contre *« les fauteurs de troubles »*. Distinction suffisamment ambiguë pour que les chefs militaires de la ville d'Ahwaz, située au sud du pays, aient ordonné aux soldats de tirer sur la foule : il y aurait eu plusieurs centaines de morts selon l'opposition. Le gouvernement Bakhtiar ne tient pas bien en main l'armée et l'on sait qu'une partie des dirigeants de cette armée forte et puissante sont favorables à un coup d'Etat militaire et à une répression massive.

Autre force en présence, et non des moindres, l'Ayatollah Khomeiny et le pouvoir religieux chiite. Toujours en exil en France, il prépare, avec des représentants du Front national, un gouvernement provisoire dont il serait, selon ses propres dires, *« le guide »*.

Enfin ces derniers jours, on a pu voir ressurgir, à visage découvert, le Parti Toudeh, un parti totalement inféodé à Moscou.

Ayant trahi à diverses reprises (en 1953 et en 1963) les intérêts du peuple iranien, le Parti Toudeh est tombé dans le discrédit Cependant, il a tout de même conservé une influence parmi l'intellegensia Durant tous ces mois de lutte qui ont abouti au départ du Shah, ce parti est resté dans l'ombre. Aujourd'hui que le peuple iranien a remporté une première victoire, il se découvre. Il y a encore quelque temps ses membres se proclamaient les meilleurs soutiens de Khomeiny. Aujourd'hui ils font une propagande tout azimut, défendant leurs positions, les positions de l'Union soviétique. Il y a une semaine, les représentants du Parti Toudeh en Allemagne de l'Est lançaient un appel à la lutte armée, appel qui s'adressait plus particulièrement à l'armée : *« C'est à vous*, (officiers, gradés, soldats, patriotes), *de constituer clandestinement des cellules et des sections du Front uni de libération nationale de l'Iran dans chaque caserne, d'y participer activement, d'entrainer des sections armées et de fournir des armements »*.

La manœuvre est grossière : il s'agit pour eux de dévoyer le mouvement populaire. Leur rôle est de semer la division, tenter d'aggraver la situation d'instabilité en Iran et à la faveur de celle-ci prendre le pouvoir, se servant à l'occasion de militaires pro-soviétiques.

Et si face à cet état de fait, les Américains envisageaient d'intervenir, les Russes interviendraient militairement à leur tour. Les provocations armées qui se développent à partir de la frontière de l'Afghanistan sont à prendre tout à fait au sérieux dans ce sens. Rappelons que depuis le récent coup d'Etat pro-soviétique, ce pays est aligné sur l'URSS.

Brejnev a lancé à diverses reprises un avertissement en ce sens. Depuis, une division de forces terrestres soviétiques a été massée le long de la frontière iranienne longue de 2 600 kilomètres. Mettre la main sur l'Iran est une perspective intéressante pour Moscou, étant donné la position fondamentale du point de vue stratégique de ce pays. Riche en pétrole et en gaz naturel, l'Iran est avant tout le pays qui contrôle, de par sa position géographique, le majeure partie de l'approvisionnement en pétrole de l'Europe qui se verrait ainsi axphyxiée.

C'est probablement cette recrudescence du danger soviétique qui a conduit Carter à faire des déclarations que l'on peut interpréter comme un appel du pied à Khomeiny.

L'impérialisme américain a perdu une première manche avec le départ du Shah. Aujourd'hui il fonde ses espoirs sur Bakhtiar mais le gouvernement de celui-ci parait très fragile. Provoquer lui-même un coup d'Etat militaire serait dangereux car il aurait probablement pour conséquence de relancer une période d'instabilité favorable aux éléments pro-soviétiques. Enfin, intervenir militairement constituerait un risque énorme suite aux menaces de l'URSS. En fait, l'attitude de Carter peut se résumer ainsi : tout plutôt que les Russes, quitte à y perdre beaucoup. En témoigne la conclusion de Carter lors d'une interview télévisée : *« Nous espérons que lorsque ces changements auront eu lieu* (lorsque Khomeiny arrivera au pouvoir), *l'Iran sera toujours ami des Etat-Unis, qu'il sera libre de toute domination étrangère de la part de l'Union soviétique comme des Etats-Unis ou de tout autre pays et que l'Iran sera encore un facteur de stabilité »*.

Les USA se déclarent donc prêts à perdre une partie de leurs intérêts énormes en Iran. En échange de cela, ils entendent que l'URSS ne fasse rien pour s'approprier l'Iran. C'est donc à un véritable marchandage que se livrent les deux superpuissances sur le dos du peuple iranien. Mais l'URSS n'a pas dit son dernier mot et le rapport de force entre les deux superpuissances est favorable aujourd'hui à Moscou qui, ayant tout à gagner de cette entreprise, essaiera par tous les moyens de mettre la main sur l'Iran. Plus que jamais, la lutte du peuple iranien doit donc faire preuve d'une grande vigilance pour la défense de son indépendance nationale.

Evelyne LE GUEN

Les forces marocaines quittent la Mauritanie

LA totalité des troupes marocaines stationnées en Mauritanie auront quitté ce pays d'ici la fin du premier trimestre 1979 a déclaré Mohamed Ould Salek, le nouveau président mauritanien dans une interview donnée au journal *Jeune Afrique*.

Ce retrait pourrait constituer un pas important dans la recherche d'une solution pacifique du problème sarahoui, dans la mesure où ce contingent constituait, de la part du gouvernement marocain, un moyen de pression en Mauritanie.

Le Front polisario qui dirige la lutte du peuple sarahoui pour son indépendance (son pays a été séparé en deux entre le Maroc et la Mauritanie) a décrété, en juillet dernier, lors du coup d'Etat en Mauritanie qui a amené Ould Salek au pouvoir, un cessez-le-feu avec la Mauritanie. Depuis, de notables progrès ont été enregistrés dans le sens d'une solution pacifique entre le Front polisario et la Mauritanie, malgré que subsistent certains problèmes. Ainsi le Front polisario a refusé récemment la proposition d'un référendum d'autodétermination proposé par la Mauritanie dans la mesure notamment où celle-ci ne pouvait que concerner la partie sous contrôle mauritanien du Sahara et non celle sous contrôle marocain.

Les forces du Polisario ont d'ailleurs remporté ces dernières semaines plusieurs succès militaires sur les occupants marocains.

Erythrée : des généraux soviétiques dirigent l'offensive

D'APRES le journal de langue arabe *Al waltan al Arabi* qui cite des sources proches des fronts de libérations érythréens, ce sont deux généraux soviétiques qui dirigeraient l'ensemble des actions militaires menées par les troupes éthiopiennes et soviétiques contre l'Erythrée. Membre du Comité central du PC soviétique et commandant en chef de la région militaire d'extrême Orient, le général Vassili Petrov, qui avait le contrôle des opérations en Ogaden l'an passé, est actuellement *« commandant suprême des troupes éthiopiennes en Erythrée »*. Le second est le général qui commande l'armée de l'air éthiopienne. Il est secondé par les pilotes soviétiques qui interviennent directement dans des missions d'attaque et de bombardement. Un de ces pilotes a récemment été tué.

D'autre part, Nafi Kurdi, le représentant du Front populaire de libération de l'Erythrée à Paris, a dressé, jeudi, le bilan des pertes subies par les forces soviéto-éthiopiennes depuis le déclenchement de la dernière offensive. *« Onze mille soldats ont été tués*, a-t-il dit, *un hélicoptère abattu et les quatre membres soviétiques de l'équipage tués, trois cents camions militaires et quatre-vingt-seize chars ou blindés ont été détruits »*.

5 espions est-allemands arrêtés en Allemagne fédérale

NOUVELLE affaire d'espionnage en Allemagne fédérale : il s'agit cette fois d'un agent de la sécurité est-allemande qui a gagné Berlin-Ouest, en emportant avec lui des documents contenant les noms de plusieurs espions d'Allemagne de l'Est travaillant en Allemagne fédérale ou dans d'autres pays. Suite à ses révélations, cinq arrestations auraient déjà eu lieu en Allemagne fédérale ; il s'agirait de personnes travaillant dans le domaine de l'industrie d'armement, y compris dans le nucléaire.

Depuis la découverte de l'espion Guillaume en 1974 qui travaillait pour le compte de l'Allemagne de l'Est et avait réussi à devenir le conseiller du chancelier Willy Brandt d'Allemagne fédérale, les services de renseignements ouest-allemands ont arrêté une centaine d'espions travaillant à 95 % pour le compte de l'Allemgne de l'Est. Mais le nombre total s'élèverait à 15 000.

L'espionnage ne se limite bien sûr pas à l'Allemagne fédérale. C'est ainsi qu'un journal danois annonce la découverte d'un réseau d'espionnage est-allemand opérant au Danemark, en Suède et en Norvège.

L'HUMANITE ROUGE – Mardi 23 janvier 1979

1 000 femmes ont participé samedi à Paris à une manifestation animée et combative.

FEMMES

Les femmes se mobilisent pour le droit à l'avortement

SAMEDI, 20 janvier, devant l'hôpital Lariboisière à Paris, elles étaient plus de 1 000 femmes réunies pour réclamer le droit à l'avortement et à la contraception. La première revendication était la mise en place d'un véritable centre d'interruption volontaire de grossesse à l'hôpital Lariboisière où des avortements sont pratiqués depuis le mois de juin 1978, mais sans véritables moyens (2 lits seulement dans le service gynécologie) sous la pression d'une première lutte. Une délégation a été reçue par la direction de l'hôpital, puis la manifestation a démarré. Banderoles multicolores en tête, tantôt lentement, tantôt au pas de course, les femmes ont défilé de Lariboisière à Jacques Bonsergent (près de la place de la République), en réclamant le droit à la contraception et à l'information. Le principal mot d'ordre était : « *Avortement, contraception, libres et remboursées, y compris pour les mineures et les immigrées.* » D'autres mots d'ordre réclamaient le droit de choisir les enfants et le droit à l'information : « *Information, contraception, connaissons-nous, notre corps il est à nous.* »

Manifestation combative et animée, où les mots d'ordre alternaient avec plusieurs chansons appelant à la lutte des femmes, dont un nouveau couplet de l'Internationale.

Cette manifestation marque le départ d'une campagne plus large pour le droit à la contraception et à l'avortement, pour supprimer les clauses restrictives de la loi Veil, imposer son application et son amélioration, car le droit à la contraception pour toutes les femmes passe par sa gratuité et par une véritable information. Plus de quatre ans après les grandes luttes qui ont imposé le vote de la loi Veil, les femmes se mobilisent à nouveau : « *Pères, maris, juges, médecins, vous ne déciderez de rien, notre corps nous appartient. Prenons nos luttes en main.* » « *L'avortement, c'est un droit des femmes. Le choix d'un enfant ça nous appartient.* »

DETENTE

Giscard face à l'URSS: résistance ou soumission

LES pays occidentaux ne seront pas en sécurité s'ils continuent à négliger l'intervention soviétique flagrante dans le tiers monde, directe ou par mandataires interposés » déclarait récemment le chef (démissionnaire) des forces de l'OTAN en Europe, A. Haig au cours d'une interview à une revue anglaise. Il y a quelques jours, c'est le chef d'État major britannique qui exprimait son inquiétude face à « *la croissance et la capacité des forces armées de l'Union soviétique (qui) ont dépassé de beaucoup les besoins de sa propre défense* ». Enfin le journal *Le Monde* faisait état, il y a une semaine, des études du ministère français de la défense concernant l'état du dispositif militaire soviétique en Europe dont les conclusions sont qu'« *une attaque continentale par surprise déclenchée par le Pacte de Varsovie est de plus en plus possible* ». Celle-ci pourrait être menée en 48 heures.

Ces quelques exemples tirés de la récente actualité sont significatifs des préoccupations qui habitent les experts militaires occidentaux. Ceux-ci sont à peu près unanimes à considérer que la croissance rapide et démesurée des forces armées soviétiques ainsi que leurs caractéristiques offensives traduisent de façon évidente l'abandon du système « *traditionnellement continental et défensif* » qui était celui de l'URSS autrefois.

Face à cette menace brutalement confirmée par les événements du Cambodge ou de l'Erythrée (pour ne retenir que les plus récents) quelle est l'attitude du gouvernement français ?

Il existe en gros deux catégories de faits qui fournissent la matière pour répondre à cette question.

L'intervention au Zaïre l'année passée est certainement l'acte le plus net décidé par le gouvernement français pour s'opposer à l'expansion soviétique. En effet, le soutien militaire apporté à l'État zaïrois contribua largement à l'échec de l'opération soviétique au Shaba menée par Katangais et Cubains interposés. Va dans le même sens d'opposition la politique du gouvernement concernant le désarmement en Europe. Par exemple, son refus actuel de procéder à une diminution du potentiel nucléaire français tant que les deux super-grands n'auront pas d'abord donné des gages conséquents de réduction des forces, va directement à l'encontre des exigences soviétiques en la matière. Mais à côté de ces actes de résistance vis-à-vis de l'URSS, force est de constater que le gouvernement français fait une large part à la politique d'apaisement voire de capitulation, attitude largement reflétée par les grands moyens d'information. N'est-ce-pas Giscard lui-même qui assurait la main sur le cœur, il y a quelques mois, qu'il n'existait pas de danger de guerre. Et il en donnait pour preuve que c'était là l'intime conviction qu'il avait retiré de ses tête-à-tête avec Brejnev ! De la même façon, il ne cesse de se faire en dépit des faits, l'actif propagandiste du mythe de la détente, s'abstenant de toute réaction publique aux ingérences et pressions auxquelles se livre Moscou.

Certes à l'ONU le représentant du gouvernement français s'est associé à la condamnation unanime de l'invasion du Cambodge (il n'était guère possible de faire autrement). Pourtant, le gouvernement français a été particulièrement muet sur la responsabilité de l'URSS en la matière.

De plus, il semblerait que la politique d'amitié et de coopération avec la Chine (dans tous les domaines y compris militaire) soit subordonnée au souci de ne pas déplaire aux dirigeants soviétiques. En clair, il s'agirait de ne pas « provoquer l'ours russe » en passant outre à ses injonctions.

Au total, la fermeté à l'égard de l'URSS s'exprime surtout lorsque ce sont les intérêts impérialistes français qui sont directement en cause (chacun sait que, dans le cas de l'Afrique, les arrières pensées néo-colonialistes sont limpides). Sorti de là, la plus grande discrétion semble être la ligne de conduite d'un gouvernement soucieux de rester un partenaire privilégié de Moscou. Plus grave, l'opinion française est systématiquement tenue dans l'ignorance des véritables dangers qui pèsent sur la paix et l'indépendance car, dans notre pays démocratique, l'avenir du peuple se joue à son insu dans les hautes sphères de la « diplomatie secrète ».

P.M

Discours de ministres, défilé de policiers

Sécurité ou répression renforcée ?

(Suite de la page une).

Nous avons parlé de la crise. Il est un autre type d'insécurité, bien plus répandu, qui touche un million huit-cent mille travailleurs : le chômage. La crise, c'est aussi la hausse des prix, des salaires bloqués. L'insécurité que le pouvoir met en avant et qui est bien secondaire sert donc à masquer l'insécurité principale qui concerne tous les travailleurs et surtout les chômeurs. On sait qu'une telle situation et le mécontentement qu'elle engendre suscitent des luttes. Les revendications des policiers vont dans le même sens que la politique du pouvoir. Elles mettent au premier plan l'insécurité et la violence, elles réclament plus de moyens en armes, en effectifs, etc. Cela est utile au pouvoir qui souhaite plus de moyens pour réprimer les travailleurs en lutte.

La distinction entre le policier qui chasse les bandits et le CRS qui s'attaque aux travailleurs ne relève que de la simple division du travail au sein d'un même organisme de répression.

D'ailleurs, les policiers, qui prétendent assurer notre protection, qui arrêtent-ils le plus souvent : des gens du peuple qui n'ont commis que de maigres larcins. Policiers ou CRS, finalement répriment le peuple. Quant à la grande criminalité, celle de la mafia, etc. elle peut continuer tranquillement.

A GAUCHE : RENFORCEMENT DE L'APPAREIL DE RÉPRESSION

Parmi les défenseurs des policiers, on trouve la direction de la CGT, de la CFDT, du PCF et du PS. Tous ont les mêmes arguments. *l'Humanité* du 22 janvier prétend que le rôle de la police est « *d'assurer la défense des citoyens et de leurs biens* ». C'est là une curieuse définition pour un journal qui se réclame de Marx et de Lénine. Ces derniers ont donné une définition claire et de classe sur le rôle et la nature de l'armée et de la police qui sont un appareil de répression d'une classe (la bourgeoisie) sur une autre classe (la classe ouvrière). On voit que *l'Humanité* qui exprime les conceptions de la direction du PCF est bien loin de Marx et de Lénine. Elle l'est encore plus si l'on examine ce qu'elle propose : elle réclame plus de flics, plus de crédits, plus de moyens. Le groupe communiste du Conseil municipal de Paris ne réclame-t-il pas plus d'îlotiers.

« *L'îlotier doit être intégré à son quartier, lié à la population.* » Voilà un exemple de ce que défendent les dirigeants du PCF. Cela s'appelle le renforcement de l'appareil d'État, de l'appareil de répression de la bourgeoisie contre le peuple. Et ceci au nom de la protection de la sécurité des citoyens. De plus, ce n'est pas parce qu'il y aura plus de policiers et qu'ils auront davantage de moyens que la criminalité baissera. Celle-ci est la conséquence du système lui-même et de sa crise actuelle. C'est en luttant contre le chômage, en organisant les travailleurs, en luttant en fait contre les licenciements et pour de meilleurs salaires que nous parviendront à lutter pour une meilleure sécurité des travailleurs sur tous les plans.

*Rappelons le cas du jeune Gilles OLIVIER abattu par les policiers, des frères Chassin abattus eux aussi il y a quelques mois. Sans parler de Marchaudon meurtrier d'un jeune immigré, etc.

Abonnez-vous à l'Humanité rouge quotidien révolutionnaire des travailleurs

LUTTE

Grève au CNAM (Conservatoire national des arts et métiers)

LE CNAM est un établissement public d'enseignement supérieur, 1 000 employés dont 300 enseignants, 45 000 étudiants dont 20 000 à Paris, un grand nombre dans le cadre de la formation permanente (cours du soir ou samedi).

« **Désinvolture ou manœuvres** » : la valse de trois directeurs en quatre ans et la nomination samedi d'un « poulain d'Alice » sont inquiétants pour le personnel et pour les élèves.

Pour le personnel : les nombreuses revendications n'ont pas de réponse ; la prime de salissure, pour ceux et celles de l'entretien par exemple, les vacances, le paiement des vacataires (certains n'ont rien touché depuis septembre), la mise en place de structures de fonctionnement démocratique à tous les niveaux et, plus précisément, la profonde modification du statut transitoire actuel du CNAM, le blocage administratif.

Le devenir du CNAM : c'est là que les étudiants, pour une grande partie des travailleurs, sont concernés. D'origines sociales et professionnelles diverses, ils viennent au CNAM pour se perfectionner ou se recycler. Or, il y a de quoi s'inquiéter car la tendance actuelle est de privilégier la « formation continue » au détriment des cours du soir, de soumettre les établissements au contrôle des patrons, de ne plus reconnaître certains diplômes (déjà à Rhône-Poulenc), de faire des « techniciens maison », esclaves du « bon vouloir » de leurs patrons. Il y a aussi des bruits de déplacement du CNAM sur Saint-Denis (comme Vincennes qui fait aussi de l'enseignement pour les travailleurs). Dans tout cela, c'est la possibilité et le droit d'étudier pour les travailleurs qui sont remis en cause.

Jeudi 18 donc, grève largement suivie, délégation d'une centaine de personnes au ministère des Universités. Vendredi, assemblée générale où fut décidée la grève reconductible à partir de lundi ; délégation à la direction : les tapissiers étaient là, ça sentait la peinture et la salle de conférence était neuve : « *Notre prime de salissure, elle est ici* », « *Il ferait mieux de venir chez nous* », « *Il y a des câbles où il y a du jus et on ne sait pas d'où ils sortent* ».

Réponse d'un membre de la direction au sujet des paiements des vacataires : comme, paraît-il, il n'y a personne pour la signature (il y en a, par contre, pour pointer les journées de grève) : « *Ce n'est pas la peine de les inquiéter pour rien, ils verront bien* », quel mépris ! Nous verrons bien, en effet.

(A suivre)
Correspondant Paris

Les professeurs d'éducation physique poursuivent leur lutte

LE SNEP (syndicat national des professeurs d'éducation physique) s'oppose toujours et avec raison au plan de « *relance du sport* » de Soisson. Il s'oppose aux heures supplémentaires que Soisson veut leur imposer. Il s'oppose à la réduction à deux heures du sport à l'école. Il s'oppose aux transferts de poste, universitaires se recyclant par force dans le secondaire, alors que le sport universitaire dispose de très peu d'animateurs. Leur revendication n'a pas changé, ils luttent pour l'abrogation pure et simple du « *plan de relance du sport à l'école* » de Soisson.

Il considère que la FEN (fédération de l'éducation nationale) à laquelle il est rattaché n'a pas à poursuivre les négociations avec le ministre : « *Les conditions ne sont pas réunies pour qu'une délégation de la FEN accepte de participer à une deuxième phase des discussions sur l'avenir de l'EPS à l'école* ».

Il fera de la journée du 24 janvier avec le SNEEPS (syndicat national des professeurs adjoints d'éducation physique et sportive, lui aussi affilié à la FEN) une journée d'action pour la défense du sport à l'école.

Néanmoins, le SNEEPS, à la différence du SNEP, approuve la FEN de poursuivre les négociations avec le ministre.

Grève à Renault St-Ouen

QUATRE-VINGT-QUINZE pour cent des ouvriers de Renault-Saint-Ouen sont en grève. Ils protestent contre le licenciement de l'un d'entre eux, un jeune de 23 ans. Le motif invoqué par la direction pour ce licenciement est que cet ouvrier est trop fréquemment malade. A qui fera-t-on croire que cela est aussi simple. En réalité, l'ouvrier licencié est malade et les conditions de travail ne sont pas étrangères à sa maladie. Mais ce qui se passe à Renault-Saint-Ouen dépasse ce cas individuel. La lutte contre l'absentéisme, contre les ouvriers pas suffisamment rentables, bat son plein. Des contrôles médicaux maison ont déjà eu lieu. Un travailleur qui subit le traitement du rein artificiel plusieurs fois par semaine a été poussé à démissionner. Les ouvriers de Saint-Ouen dénoncent ces atteintes au droit à la santé. Ils exigent la réintégration de leur camarade.

INTERNATIONAL

Agression israélienne contre le Liban

ISRAEL a de nouveau violé, sans autre forme de procès, les frontières d'un Etat indépendant. Franchissant la frontière libanaise, deux unités d'infanterie et de parachutistes israéliennes ont attaqué des villages du Sud-Liban où vivent de nombreux Palestiniens, dans la nuit de jeudi à vendredi. Samedi, des bombardements d'artillerie lourde atteignaient le camp palestinien près de la ville de Tyr au Liban.

Alors que le conseil de sécurité de l'ONU à renouvelé le mandat des casques bleus de la FINUL pour cinq mois, Israël a clairement laissé entendre que cela ne l'empêcherait pas de mener des actions militaires au-delà de la frontière quand bon lui semblerait. Le premier ministre libanais a qualifié les agressions israéliennes de « *défi à la volonté internationale* ».

TRAVAILLEURS IMMIGRES

Mobilisation au foyer SONACOTRA d'Etampes

AU foyer Sonacotra d'Etampes, l'unité Français-immigrés progresse. Dix résidents sont convoqués au tribunal. Le comité de résidents appelle à la manifestation. Tous les résidents sont là, on se prépare, ceux du foyer ADEF sont présents aussi. Certains viennent de quitter leur travail, d'autres ont pris la journée. Un délégué demande une minute de silence pour les camarades victimes de l'incendie du foyer-hôtel de Paris.

Aux mots d'ordre : « *Non aux expulsions* », « *Unité Français-immigrés* » la manifestation démarre, deux cent personnes environ. Le journal du Comité de coordination est largement demandé, notamment par les travailleurs français. Il faut dire que le comité de résidents avait lancé un très large appel aux comités de soutien, à tous les partis politiques et aux syndicats. Un tract fut diffusé dans la ville sur la base du Comité de coordination, de sa reconnaissance, de la plate-forme, du soutien à la grève. PCF, PS, PSU, CGT et CFDT ont participé au travail de popularisation. Bien sûr, les militants du Parti communiste marxiste-léniniste sont présents dans les rangs. Un message du comité de parti Colonel Fabien du PCML est lu par un délégué résident. En voici quelques extraits : « *Notre parti tient à vous apporter son soutien militant comme il l'a déjà apporté tout au long de vos deux ans de lutte à Etampes et tout au long des quatre ans de lutte du Comité de coordination. Nous ferons tout ce qui est dans nos possibilités pour populariser et soutenir concrètement votre lutte, soit dans les comités de soutien au Comité de coordination, soit dans les sections syndicales où travaillent nos militants* ».

D'autres messages aussi très appréciés, ceux des sections syndicales CGT, CFDT de Temix, union départementale SGEN de Corbeil premier degré, l'union SGEN de Brétigny, tous dénonçant la Sonacotra, Stoléru et marquant leur solidarité avec le Comité de coordination.

Le tribunal renvoie au 1er février, pas de jugement, c'est le statu-quo.

Tout le monde rentre au foyer, bien décidé à revenir encore plus nombreux la prochaine fois. L'action de cette mobilisation est très positive, car les camarades immigrés ont pu voir à leur côtés, depuis bien longtemps à Etampes des travailleurs français, car l'unité Français-immigrés progresse doucement mais sûrement, car le mur du silence peut être brisé. Prochain rendez-vous le 1er février.

Dans une chambre d'un foyer Sonacotra (Reims)

l'humanité rouge
205 51 10

14e jour de grève au centre de tri de Limoges: les grévistes regardent vers les autres centres de tri

Camarades, à l'offensive pour développer la solidarité !

Le piquet de grève samedi à midi à l'entrée du centre de tri de Limoges. (Photo HR)

De notre envoyé spécial René Bréand

AINSI, vendredi au petit matin, les forces de l'ordre bourgeois ont contraint les occupants à évacuer le centre de tri. La veille, le préfet avait été changé. Curieuse coïncidence. Dans la journée, seuls policiers visibles, la voiture des renseignements généraux sur le trottoir d'en face et, à portée de talkie-walkie, des cars de CRS, camouflés quelque part sur une route.

Qu'attendait l'administration de cette intervention ? Que les quelques dix non-grévistes et le travail de sape de quelques sous-marins qu'elle envoie dans les piquets de grève feraient s'effilocher cette dernière ? Elle s'est trompée puisqu'après ce coup de force à midi et le soir, c'est à la quasi-unanimité que les travailleurs ont reconduit la grève.

Ainsi, la lutte prend un tour de plus en plus dur. Les travailleurs ne capitulent pas devant l'ordre de la matraque.

Les monopoles veulent remodeler la poste pour satisfaire les besoins de leurs restructurations. Leur seule boussole, bien sûr, c'est le profit. Sa conséquence : licenciements et exploitation accrue des travailleurs. Les travailleurs, eux, sont contraints de lutter pour s'opposer à la dégradation continuelle de leurs conditions d'existence, aux licenciements.

Deux classes s'affrontent, deux classes aux intérêts opposés, inconciliables. Les capitalistes ont recours à leur appareil d'État, les CRS et aux mass-média pour réprimer et dissuader les travailleurs de la lutte. Alors comment développer le soutien aux grévistes ? En s'adressant à la masse des travailleurs qui sont affrontés au même ennemi, les grands bourgeois.

Les travailleurs sont le nombre, il faut les appeler au soutien actif pour qu'ils soient la force. Cela pèse bien plus dans une lutte que de s'en remettre essentiellement aux élus. Mais la grande masse des travailleurs ne soutient pas spontanément. Camarades, dans votre travail de soutien, il faut faire un travail d'explication persévérant. Ne vous contentez pas de distribuer un tract, allez voir vos collègues de travail un à un et pas seulement ceux avec qui vous discutez d'habitude. N'ayez pas d'attitude hostile s'ils ne sont pas d'emblée d'accord avec vous. Au contraire, écoutez bien ce qu'ils vous disent et argumentez pour répondre à leurs réflexions. Faites mettre en branle vos syndicats.

Avec Bordeaux récemment, on a pu voir qu'une grève, pour obtenir des résultats, devait sortir de son isolement. Alors, camarades des PTT, sur vos lieux de travail, soyez à l'offensive pour soutenir les grévistes de Limoges !

Epinger au casier

« *Epinger au casier* », « *Les jaunes au casier !* », ces phrases scandées vendredi soir par plus d'une centaine de travailleurs devant les grilles du centre de tri de Limoges, montraient bien que les grévistes n'avaient nullement été intimidés par l'intervention des CRS, le matin, contre leurs collègues qui occupaient. Que leur détermination était intacte, on pouvait le voir déjà l'après-midi quand, à plus d'une centaine, les postiers se retrouvaient dans les couloirs de la direction des PTT, pour appuyer les responsables syndicaux qui négociaient avec le nouveau préfet — l'autre ayant été changé la veille — et le directeur des PTT. Et une nouvelle fois, la réponse fut « non » aux revendications des travailleurs.

Vers 18 heures, les grévistes sortaient de la direction pour se joindre à leurs très nombreux collègues et travailleurs des autres boites (près d'un millier de travailleurs et travailleuses) qui avaient répondu présent à l'appel à ce meeting lancé par la CGT et la CFDT dès l'annonce de l'intervention des CRS contre les occupants du centre de tri. Les orateurs annoncèrent qu'à l'assemblée générale de midi, la grève avait été révotée à la quasi-unanimité et qu'un préavis était déposé pour les bureaux de la Haute-Vienne pour jeudi. Ils demandèrent également aux manifestants de rester mobilisés pendant le week-end et d'aller le soir même devant le centre de tri.

Recommandation suivie, puisque le soir, y compris des autres boites, les travailleurs étaient nombreux devant les portails du centre. De là, on voyait une silhouette noire qui se découpait dans la lumière du transbord : à voir la réaction des grévistes, inutile de demander qui était cet individu habillé d'un manteau de cuir noir : dès son apparition, différents propos et slogans fusèrent. Aux PTT, les chefs de centre ne sont pas appelés PDG, mais la haine que les Épinger et compagnie ont fait s'accumuler chez les postiers montre bien qu'ils n'ont rien à envier à des patrons de choc !

« *Les jaunes au casier* » lancés vers les quelques non-grévistes (une dizaine) qui osaient travailler alors que les camions de CRS stationnaient camouflés pas très loin du centre l'étaient d'abord sur un ton narquois, de même que les « *pépés débraye* » qui s'adressaient aux vieux chauffeurs de quatre ou cinq camions des PTT qui rentrèrent dans la cour, « pépés » qui sur-le-champ donnèrent leur part à la collecte. Mais après l'assemblée générale qui vota la poursuite de la grève à la quasi-unanimité et où fut accueillie avec une ovation la lecture du télégramme du centre de tri de Strasbourg annonçant que lui-aussi se mettait en grève dès lundi, un sentiment de colère profonde gonfla les grévistes : l'attitude de certains occupants de deux voitures de non-grévistes qui sortirent du centre frisait la provocation, et il fallu toute l'autorité et le sang-froid de responsables syndicaux pour qu'ils puissent se tirer sans dommage du milieu de la centaine de grévistes qui commençait à les entourer.

De fortes émotions sans doute qui auront donné une nuit agitée aux briseurs de grève... Samedi matin, les travailleurs avaient écouté le pressant appel lancé la veille au soir, leur demandant de se sentir tous concernés et de ne pas s'en remettre aux copains pour venir aux piquets de grève pendant le week-end, puisqu'ils étaient à nouveau nombreux devant les grilles.

Echos du Parti

A Limoges, j'ai rencontré quelques camarades à qui j'ai demandé ce que le Parti faisait et ce qu'eux-mêmes faisaient dans leur section syndicale pour soutenir les grévistes. Voici l'essentiel de leurs réponses.

« *Avant d'aller voir les grévistes, le Parti a fait un tract qu'il a distribué sur ses lieux d'intervention habituels. Il expliquait la restructuration de l'économie sur le dos des travailleurs au profit d'une poignée d'exploiteurs. Il réfutait les arguments hostiles aux grévistes et expliquait les raisons de leur lutte.*

On a voulu commencer à faire ce travail de soutien extérieur avant d'aller voir les grévistes pour pouvoir leur dire « on vous soutient » : Ce tract a été bien accueilli. Depuis, on en a fait d'autres, notamment un, reprenant les explications du premier et appelant au meeting CGT-CFDT du lundi soir à la Maison du peuple.

UN CAMARADE DANS SA BOITE

« *Sur ma boite, qui ressemble aux PTT, le premier tract du Parti qu'on a fait, ne mettait pas assez en relief, la similitude de nos problèmes avec ceux des PTT. Si on avait su mieux le faire, son impact aurait été plus grand sans doute. Au niveau syndical aussi (ce camarade est à la CGT), on s'est aussi mobilisé ainsi que le PC. Un tract syndical est sorti. Il faudrait des prises de paroles dans les services. Ça porterait davantage, mais c'est difficile à mettre sur pied. Tous les gens ne sont pas favorables aux grévistes dans la mesure où ils sont touchés par le manque de courrier, mais après discussion, ça commence à changer. Ils font l'analogie avec notre situation et celle des postiers : on a nous aussi des problèmes de restructuration, et la riposte des postiers, le succès ou l'échec de leur lutte aura aussi des répercussions chez nous. S'ils arrivent à arracher quelque chose, il est sûr que ce sera un grand encouragement pour les militants syndicaux.* »

Les repercussions de la grève au centre de contrôle des mandats

C'EST au centre de contrôle des mandats (CCM) qu'est centralisée une partie des mandats payés dans les bureaux de poste. Il y a environ 700 travailleuses. Le travail est à la tâche. 40 h 15 sont attribuées pour faire une « tâche ». Si elle est faite en 38 h 15, les travailleuses ont droit à deux heures de compensateur (congés) : c'est la carotte.

Le travail est très fatigant. A la mécano, il faut taper 7 500 bordereaux par jour, ne pas se tromper dans les chiffres, et tomber juste dans les comptes le soir. Au tri des mandats aussi, la cadence imposée est très élevée : 20 000 mandats à trier par jour ! Les trois quarts des travailleuses sont sur les nerfs et sont contraintes de prendre des calmants. Cela ne met que plus en relief les difficultés du travail de soutien qui y est pourtant développé. Voici ce que m'a dit une camarade qui y travaille : « *Plusieurs tracts CFDT-CGT appelant au soutien ont été faits. Ils ont soulevé des réactions favorables et quelques-unes aussi hostiles. Parmi les réactions défavorables, il y avait aussi des réactions de travailleuses qui sont pourtant favorables à ce que les ouvriers se défendent. Au début, elles ne soutenaient pas, disant qu'au centre de tri, les gars étaient planqués par rapport à elles, ou qu'il buvaient. On a répondu que ce n'est pas parce qu'un travailleur boit qu'il faut généraliser et qu'au centre de tri, s'ils avaient des avantages par rapport à nous, c'est parce qu'ils se battaient pour les avoir et pas les perdre.* ».

Q : La masse des syndiqués est-elle active ?

— *Moi je te parle de la CGT, où je suis. La masse des syndiqués est pour les grévistes, mais on n'est seulement que quelques-unes à être actives. Il y a aussi les ragots de Barre : "Les postiers sont des privilégiés", "les chômeurs sont plus malheureux qu'eux", "il y a des gens pour lesquels il faut se battre avant eux". Ces propos de division, qui reviennent dans les discussions, y compris chez les travailleurs sincères, il faut les démonter. Avec les discussions, les travailleuses réfléchissent. Par exemple, une copine de travail, qui habituellement est combative, était réservée au début vis-à-vis de la grève, car son mari a un travail plus pénible que celui des postiers. En discutant avec elle, elle a mieux compris, et elle est devenue plus favorable à leur lutte.*

Même chose pour la collecte qu'on a faite (et qui a rapporté 4 000 F), la nécessité du soutien financier, n'est pas perçue par tout le monde. On pense à avoir de l'argent pour soi, sans penser que dans le mouvement ouvrier, s'il n'y avait pas eu des collectes de solidarité, ça aurait empêché la continuation de la lutte.

Q : Comment ça s'est vu que le soutien progressait ?

— *Avec les tracts et les discussions, on a entendu moins de réflexions (avant, il n'y en avait pas quand même beaucoup). Puis, la pétition est passée, les copines voyaient qu'on continuait à faire un travail et que c'était sérieux. On entent parfois : « C'est facile de signer une pétition, ça n'engage à rien, tout le monde le fait, ça n'a pas de signification ». Ici, c'est pas le cas. Elle a été signée par plus de la moitié du personnel et on peut dire que chaque signature représente une personne effectivement pour la grève du tri. Les hésitants ne l'ont pas signée.*

Q : La grève de jeudi, elle sera suivie ?

— *Il est sûr que cet appel aurait plus d'impact si dès les premiers jours de grève les syndicats avaient lancé l'idée qu'il faudrait peut-être débrayer et pourquoi il faudrait le faire. Les choses ne se déclenchent pas en appuyant sur un bouton. Mais à partir du moment où on fait un travail de popularisation, il y a du répondant. Hier, vendredi, des filles me demandaient ce qui se passait, (intervention des flics), qu'il aurait fallu appeler avant au débrayage. Ces grèves de vingt-quatre heures, jusqu'à présent ne nous avaient mené à rien, il y avait un certain ras-le-bol. Mais pour celle-là, elles sentent que c'est différent que ce n'est pas une journée sans lendemain, mais pour soutenir les gars du centre de tri.*

ARMEE

TEMOIGNAGE

Dans un centre d'entrainement commando

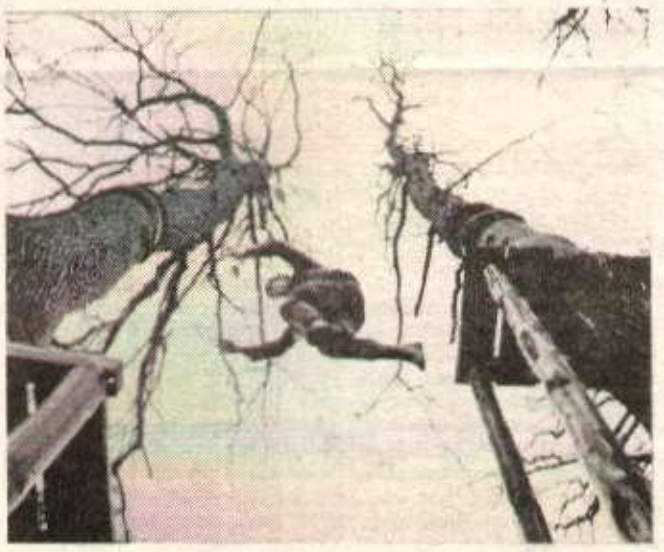
Le CEC (centre d'entrainement commando) de Givet, dans les Ardennes, est l'un des huit centres d'entrainement en France. « *Les stagiaires*, selon les commandants de ces centres, *y subissent pendant trois semaines un entrainement difficile mais à leur niveau. Ils seront encadrés par des moniteurs compétents pour que tout se passe bien* ». Qu'en est-il en réalité ?

Pendant les trois semaines du stage, nous n'avons eu ni quartier libre le soir, ni permission. Les moniteurs compétents sont en fait tous d'anciens légionnaires ou d'anciens paras qui « ont bouffé du fellagha en Algérie ». Toute la journée et une nuit sur deux, les stagiaires s'entrainent à faire de l'escalade, à surmonter des douves sur des câbles, à grimper le long d'échelles de corde, etc. La sécurité y est parfois précaire : de mauvaises assurances, pas de chaussures d'escalade, des obstacles réellement dangereux. Mais selon les dires de certains capitaines honnêtes, des accidents mortels sont déjà survenus. Face à cela si un soldat refuse de passer un obstacle, il se fait traiter de lâche : *Tu n'es pas un homme, tu n'es qu'une gonzesse* ». Un soir, sous mes yeux, un jeune stagiaire a fait une chute de douze mètres en grimpant le long d'une échelle de corde. Commentaire de notre moniteur « compétent » : *Voilà ce qu'il ne faut pas faire les gars* ». l'ambulance est arrivée vingt minutes plus tard...

Un matin, au rapport, un officier gueulait textuellement : « *Si vous ne savez pas marcher comme des hommes, je vous ferai ramper comme des bêtes* ». C'est cela l'ambiance de franche camaraderie de l'armée bourgeoise. A côté de cela, prônent des affiches qui montrent un jeune et beau commando aux manches retroussées, au col ouvert sur une poitrine virile, au sourire aux dents blanches. Quelle ironie !

En ne s'opposant pas systématiquement à tout entrainement militaire, on apprend tout de même des choses intéressantes dans ces CEC. Nous devons, nous jeunes appelés, lutter dans les casernes pour obtenir des droits démocratiques, lutter pour se faire respecter par les officiers bourgeois.

Un appelé



L'entrainement dans un centre-commando.

INFORMATIQUE

«Le risque est l'installation pour demain d'une société policière, omniprésente et étouffante»

Communiqué du syndicat CGT-IBM-Essonne

ETANT employés par la première entreprise mondiale d'informatique, nous sommes particulièrement concernés par ses applications. Nous sommes conscients de l'utilité de l'ordinateur dans bien des domaines (gestion, recherche, automation), mais nous sommes inquiets de l'utilisation que l'on peut faire d'un tel outil dans le cadre du contrôle de la répression. Cela nous concerne d'autant plus que notre organisation syndicale a toujours lutté pour préserver les libertés aussi bien individuelles que collectives, professionnelles que privées.

Nous voulons ici plus particulièrement attirer l'attention sur l'utilisation qui est faite de l'informatique dans notre entreprise. Sous prétexte de sécurité industrielle, la direction d'IBM a décidé de mettre en place un contrôle des individus par badges magnétiques personnalisés. Aucune justification sérieuse n'a été fournie au personnel, ni aucune garantie quant au respect des libertés individuelles. De nombreux informaticiens sont très inquiets quant aux risques que comporte une telle décision.

Dans un premier temps, la direction fait équiper les portes des bâtiments et celles de chaque salle dite « sensible » de systèmes d'ouverture par lecteurs magnétiques commandés par ordinateur. Chaque employé possède un badge magnétique personnalisé et ne peut commander que l'ouverture de certaines portes, l'entrée aux autres endroits lui est refusée. Des systèmes d'alarme sont mis en place, les caractéristiques des badges magnétiques sont enregistrées (numéro matricule, heure et lieu de passage). Le nombre des informations ainsi collectées par personne est illimité ainsi que les programmes de traitement de ces informations.

Il est à noter que la direction a d'ores et déjà fait savoir qu'elle refusait de fournir des badge passe-partout aux délégués du personnel, s'opposant ainsi à leur libre circulation, donc à la loi.

Mais insistons sur l'aspect mystificateur de la sécurité industrielle, seul prétexte invoqué. un service de gardiennage assure 24 h sur 24, 7 jours sur 7, un contrô- le à différents points et accès du site ; une Méhari kaki, avec antennes radio patrouille ; des hommes avec talkie-walkie et veste brune défilent dans les couloirs ; des commandos spéciaux « Audit sécurité » font des descentes régulières... Bref, ils sont tellement absorbés par la sécurité industrielle que cela laisse tout le loisir aux voleurs de voiture pour agir en plein jour.

Nous tenons à signaler aussi un nombre croissant de caméras disposées sur le site, toutes reliées à une salle de contrôle (sécurité ?). Enfin et de façon plus discrètement « confidentielle », une caméra était installée à IBM Montpellier dans une fausse bouche d'aération d'un vestiaire de l'usine.

Il est clair que le but recherché est d'isoler les individus, de créer un climat d'insécurité et de suspicion et éventuellement de contrôler l'emploi du temps exact de chacun de nous.

Il faut bien avoir à l'esprit que cela n'est qu'au stade de l'ébauche et que chacun de ces contrôles sera plus affiné au fil des années. De nombreuses applications qui ne sont aujourd'hui que des présomptions prendront forme (reconnaissance de voix par ordinateur, circuits vidés associés à l'entrée des bâtiments).

Ceci concernera à plus ou moins longue échéance tout le monde du travail et le risque est l'installation pour demain d'une société policière, omniprésente et étouffante (cf. 1981 de George Orwell)... Beaucoup d'entre nous, à IBM-Corbeil, ressentons déjà cette vie étouffante de façon confuse. C'est pourquoi nous alertons les autres travailleurs de la menace, sur le peu de liberté conquise dans la vie de l'entreprise, menace que nous avons le « privilège » d'inaugurer dans notre usine de Corbeil.

Communiqué par le syndicat CGT-IBM Essonne

Cinéma

BAKO

Sans papiers, d'un village africain à Paris

BAKO, en langue bambara, cela veut dire : l'autre rêve. C'est la grande traversée à laquelle se livrent les jeunes d'Afrique noire pour atteindre Paris. Dans le Sahel, la sécheresse sévit, le cheptel meurt de soif, les villageois ont faim. Alors, les jeunes partent, ils vont d'abord dans les grandes villes grossir les rangs des chômeurs. Ils seront la proie des escrocs qui leur promettent monts et merveilles pour leur soutirer de l'argent. Le réalisateur braque sa caméra sur un jeune paysan qui va traverser la Mauritanie pour parvenir au Sahara occidental encore sous domination espagnole, obtenir de faux papiers et embarquer pour l'Espagne. En Espagne, c'est la vie de clandestin, la recherche d'un passeur. Puis enfin le départ vers Bako ; la petite troupe de travailleurs clandestins arrivés du Sahel brûlant doit traverser les Pyrénées enneigées, passer des torrents. Un travailleur est emporté par le torrent. Des camions bâchés attendent les survivants pour les emmener à Paris où toutes les portes se ferment devant un travailleur africain qui ne connait pas un mot de français. Ce film, très dur, n'est que le reflet de la réalité que connaissent quotidiennement les travailleurs clandestins d'Afrique noire. Les colonialistes français portent de lourdes responsabilités dans la situation économique des pays d'Afrique noire. C'est à un véritable trafic de main-d'œuvre que se livrent les patrons vis-à-vis des travailleurs africains acculés à s'expatrier. C'est le premier film réalisé sur l'immigration clandestine d'Afrique noire en France

Léon CLADEL

1 000 morts de 1970 à 1977

Six Africains sur dix viennent travailler en France clandestinement : ils sont en majorité Sénégalais, Maliens ou Mauritaniens. Le « voyage » coûte 500 000 anciens francs. De 1970 à 1977, mille travailleurs africains sont morts en cours de route ou à l'arrivée, en raison des privations ou de la tuberculose. Le gouvernement français a d'abord favorisé l'immigration de la main-d'œuvre africaine par les accords de 1963. Puis cette immigration a été bloquée au profit de la main-d'œuvre antillaise

Trois Africains sont morts la semaine dernière dans l'incendie d'un foyer-hôtel appartenant à un marchand de sommeil. (Photo HR)

Témoins à charge contre les fichiers Raymond Marcellin

SALLE comble mardi à la Maison de la culture de Rennes, pour le débat sur *Information et Liberté*. Pour la plus grande partie des personnes présentes dans la salle, il est vite évident que la centralisation des informations personnelles sur des ordinateurs représente un danger. Plus grand danger encore l'interconnexion des ordinateurs ayant en mémoire les renseignements de tous ordres.

Certains, les défenseurs du projet GAMIN (gestion automatisée de la médecine infantile) ou des plans AUDASS (automatisation de la direction des affaires sanitaires et sociales) ne semblent même pas être effleurés par les implications répressives des systèmes qu'ils veulent mettre en place.

Pourtant Raymond Marcellin, ex-premier flic et premier ficheur de France et président du Conseil général du Morbihan, se rend bien compte des dangers de ce projet : « *Je ne suis pas favorable à ces plans, car le fichage généralisé constitue un grave danger* ».

L'un des protecteurs de GAMIN répond naïvement à cette citation « *Je me demande si M. Marcellin est bien informé* ». A d'autres ces pieux mensonges !

ECHOS *des entreprises et quartiers*

A Morlaix : le ras-le-bol des hospitaliers

A L'HOPITAL, vingt-neuf élèves infirmiers et infirmières en psychiatrie ont reçu, avec leur diplome de fin d'études, une lettre de licenciement. Une centaine d'auxiliaires sont licenciés et attendent leur réintégration. Les assemblées générales rassemblaient ordinairement environ soixante-dix personnes. Vendredi dernier, ce sont quatre cents personnes qui se sont préoccupées des problèmes de l'emploi à l'hôpital.

Le moins qu'on puisse dire est que les discussions furent très riches. Les prises de parole dans la salle, très nombreuses et de tous ordres, témoignaient d'un profond ras-le-bol des travailleurs de la santé face à la politique actuelle de l'emploi. La crise touche aussi l'hôpital. Et les travailleurs de Morlaix sont sensibilisés à ce problème de l'emploi par les menaces évidentes qui pèsent sur l'usine AOIP de la ville. Pour ce qui est de l'hôpital psychiatrique, avec la renaissance de l'intersyndicale, le personnel a dénoncé la sectorisation de la psychiatrie ; les locaux inadaptés, le style des soins et les médecins-chefs qui font la mauvaise réputation de l'hôpital et qui entrainent une baisse importante des consommateurs de soins médicaux, argument que saisit la direction, soucieuse avant tout des rentrées d'argent, pour baisser l'effectif du personnel.

La promotion des élèves infirmiers à laquelle appartenaient les vingt-neuf licenciés a déjà obtenu la réintégration de dix d'entre eux, repêchés qui doivent repasser leur examen en mai. Ils sont repris comme agents des services hospitaliers et n'auront aucune facilité pour préparer l'examen de mai. De plus, la direction a licencié dix auxiliaires pour leur donner la place, ce qui est vigoureusement dénoncé par les hospitaliers.

Ils revendiquent unitairement : la création d'un pool (*) de titulaires roulants, la titularisation des auxiliaires, la semaine des 35 heures sans diminution de salaire, la réintégration et le développement du mi-temps. Et dès jeudi, le personnel se met en grève illimitée.

Correspondant Morlaix

Pool : groupe de personnels titulaires attitrés pour faire les remplacements de congé.

La crise touche aussi l'hôpital.

Bilan de l'emploi en 78 de la région Rhône-Alpes

LES autorités bourgeoises de la région sont satisfaites d'elles-mêmes en cette fin d'année : *« La situation de l'emploi sur la région s'est stabilisée »* disent-elles. Le nombre de demandeurs d'emploi a même légèrement régressé en novembre comparé à octobre.

Peu leur importe en effet que le nombre de chômeurs reste supérieur à 10 000 ! Et ils oublient sans doute que, comparé à octobre 1977, le nombre de chômeurs est supérieur en novembre 1978 de près de 13 %. Qu'on en juge :

	Nov 77	Nov 78	Variation 77/78
demandes d'emploi non satisfaites	89 642	101 209	plus 12,9 %

En plus, ce chômage touche très inégalement les départements. La situation est vraiment dramatique dans certains :

	Oct 77	Oct 78
Ain	4,0 %	4,4 %
Ardèche	8,7 %	9,4 %
Drôme	6,3 %	6,4 %
Isère	5,8 %	6,0 %
Loire	7,7 %	8,7 %
Rhône	4,4 %	4,9 %
Savoie	4,1 %	4,1 %
Haute-Savoie	4,4 %	5,0 %
Total Rhône-Alpes	5,4 %	5,9 %

Voici d'ailleurs un tableau, forcément incomplet, des dernières victimes de la restructuration capitaliste :

Entreprises	Type de production	Localisation	Nbre de licenciements en cours ou en projet	Remarques
Salino	BTP	Annecy (74)	50 sur 220 salariés	reprise possible par Bouygues
Creusot-Loire (ex-acieries Marrel frères	acieries	Chateauneuf (près de Rive-de-Giers (42)	750 plus 21 sur 1 500 salariés	restructuration du groupe Creusot-Loire
CEM	Construction électronique et mécanique	Lyon (69)	58	
Coop. agricole du Sud-est		St-Priest (69)	133 sur 750 salariés	
Transcentreurop	transport	St-Priest (69)	38 sur 45 salariés	Sté rachetée par la sté de transport Fatton
Ets Arnould (groupe CGE)	électricité	Pont en Royans (38)	148	
Ets Genoud (groupe Feudor)		Tullins (38)-Avenières (38)-Vénissieux (69)	245	
Peugeot Loire		Firminy (42)	135	
Somip	mécanique industrielle	Roanne (42)	40	fermeture
Papeteries de Navarre		Roanne (42)	75	viennent après les 77 déjà réalisés
Lou	lingerie	Grenoble (38)	355	
Eviers Denis (groupe Deram)		Chambon Feugerolles (42)	30	
Mape	Machines-outils	Grenoble (38)	Suppression des 195 emplois restants	vient après les 65 déjà effectués
Sciam	métallurgie	Pont de Veyle (01)	18	
Renault véhicules industriels Berliet Saviem		Venissieux, St-Priest bourg...	950 emplois seront supprimés en 1979 (mise à la retraite, non renouvellement des départs...	
SGFD	Forgeage et décolletage	Terrenoire (42) et Firminy (42)	30	
Trayvou	Matériel de pesage	La Mulatiere (69)	56	Groupe Empain-Schneider
Camping gaz ADG		St-Genis Laval (69)	92	
Bennes Marrel (groupe US Whittacker)		Andrézieux Boutheon (42)	89	les licenciements concerneraient surtout l'usine de Caen
SEFAMAC (groupe Trigano)		Davezieux les Annonay (07)	31 sur 82 salariés	

Ce tableau confirme que la Loire est particulièrement frappée par les licenciements. D'après les chiffres officiels d'ailleurs, le nombre de règlements judiciaires dans ce département a augmenté de 98 % entre 1977 et 1978.

On annonce aussi que l'usine Ugine Acier de Moutiers (74) doit fermer ses portes d'ici deux ou trois ans. Elle emploie aujourd'hui 420 personnes.

BLOC-NOTES

GRENOBLE
La santé en Chine

Le comité de Grenoble de l'Association des amitiés franco-chinoises organise une projection de diapositives et un débat sur la santé en Chine avec le professeur Derouesné. Dès 19 h 30, vous pourrez trouver des livres et des brochures sur la Chine et discuter avec des voyageurs de retour de Chine.
Cette soirée aura lieu le samedi 27 janvier à partir de 19 h 30 à la salle des concerts.

MARSEILLE

Quel avenir pour la Corse ?

L'*Unione di u Populu Corsu* (UPC) organise sur ce thème une grande réunion politico-culturelle, le samedi 27 janvier 1979, salle Saint-Georges – Marseille.
- 16 h 30 à 18 h 30 : Meeting politique avec les responsables du mouvement et le Docteur Edmond Simeoni ;
- 19 h 30 à 22 h : Soirée culturelle avec

I Muvrini

Jeunes chanteurs et poètes de langue corse, ils sont le vivant témoignage d'une culture vivante, capable de se renouveler, de se perpétuer, tout en plongeant ses racines dans la richesse du passé.

Auliéru Arrigu Mannarini

Guitariste compositeur d'une virtuosité exceptionnelle, il est depuis plusieurs années considéré comme le plus grand guitariste classique corse. Parmi ses nombreuses œuvres, nous citerons simplement « Liberta » et « Ponte Novu ».

Les participants pourront se restaurer sur place de 18 h 30 à 19 h 30.

COMITE DE SOUTIEN AUX FOYERS SONACOTRA

Le mercredi 24 janvier 1979, dix-sept résidents du foyer Sonacotra de Saint-Ouen-l'Aumône sont assignés au tribunal de Pontoise avec menaces d'expulsion.

Nous devons apporter un large soutien aux résidents en lutte, car la Sonacotra veut frapper un grand coup. En effet, avec les résidents de Saint-Ouen-l'Aumône, deux foyers d'Argenteuil sont également assignés. En plus, des expulsions ont déjà été prononcées dans d'autres foyers de travailleurs immigrés en France (8 à Strasbourg, Metz, Nanterre).

La Sonacotra, appuyée par le pouvoir, accentue la répression et multiplie les procès contre les résidents.

Seule l'unité français-immigrés pourra faire reculer la Sonacotra. C'est pourquoi, nous appelons toutes les organisations politiques, syndicales et les associations de locataires, etc. et individus à manifester avec les résidents *le mercredi 24 janvier 1979, rassemblement à 8 heures devant le foyer.*

Une réunion du comité de soutien pour préparer cette manifestation aura lieu le *vendredi 19 janvier à 18 heures au foyer (rez-de-chaussée).*

PARIS
Meeting de solidarité Tunisie.

Le 24 janvier 1979, à l'appel *du collectif tunisien du 26 janvier.* Tous au meeting unitaire de solidarité avec les travailleurs, les syndicalistes et leur famille.
A la Mutualité, rue St-Victor Paris 5e, métro Maubert mutualité.

ROUEN
Une campagne pour la libération des détenus politiques marocains.

Maroc : 500 détenus politiques, peut-être beaucoup plus, sont aujourd'hui dans les prisons marocaines et ceci dans des conditions sanitaires et d'isolement scandaleuses. Une centaine de détenus attendent depuis plus de dix-huit mois dans la prison de Meknes d'être jugés. Les comités de lutte contre la répression au Maroc, qui se fixent aussi pour but de soutenur les luttes du peuple marocain, lancent, début 1979, une campagne pour la libération de tous les détenus politiques. Pour prendre contact avec le comité de Rouen : permanence tous les samedis de 16 h à 18 h à la librairie « Rencontres » - 102, rue St-Hilaire.

Prenez contact avec le Parti communiste marxiste-léniniste

NOM. . . . . .
PRÉNOM. . . . . .
Lieu de travail. . . . . .
Adresse . . . . . .
Code postal . . . . . .

(A retourner à la boite postale de l'Humanité rouge).

l'humanité rouge

Directeur politique : Jacques Jurquet
Rédacteur en chef : Jean Quercy
Chefs de rubrique : Intérieur : Claude Buisson
Front ouvrier : Gilles Carpentier - International : Annie Brunel
L'Humanité rouge - Pour toute correspondance :
BP : 61 75861 Paris cédex 18
CCP : 30 226-72 D La Source
Tel : 205-51-10 (répondeur) ; 205 52 23 (journalistes) 205 55 80 (administration)

Directeur de publication : André Druesne
Commission paritaire No 57 952
Distribution NMPP
Imprimerie La Nouvelle
Dépot legal 1er trimestre 1979

Licenciements massifs en Lorraine

Un développement harmonieux d'une région est-il possible aujourd'hui ?

Le 8 janvier, les travailleurs de la Lorraine manifestaient contre les licenciements massifs qui les frappent.

PREMIER plan acier, deuxième plan acier : plus de 40 000 emplois supprimés pour sauver la sidérurgie bien sûr, comme le répètent les maitres de forge et le premier d'entre eux : le gouvernement Giscard-Barre. Voilà qui revèle assez la contradiction, l'antagonisme entre les intérêts capitalistes et ceux des travailleurs : sauver la sidérurgie, c'est nous jeter sur le pavé par dizaines de milliers !

Pour rendre moins repoussante, moins révoltante, cette réalité du capitalisme, on nous promet un redressement de la situation pour fin 1979 (ça ne coûte pas cher !) et des implantations nouvelles, une diversification industrielle pour les régions les plus touchées. Le nombre d'emplois ainsi promis est à ce point dérisoire qu'il ne peut guère tromper les travailleurs. Mais il s'en trouve — à la tête des partis de gauche comme des syndicats — pour saisir cette perche et ainsi déplacer le problème du terrain des usines, de la lutte de masse portant des coups aux profits des maitres de forges et de tous les capitalistes, au terrain parlementaire, au terrain des discussions, « tables rondes », négociations tripartites, etc. sur le développement et la diversification industriels de telle ou telle région.

Sur ce terrain là, spécialistes syndicaux, leaders politiques de gauche opposent leurs plans d'industrialisation, leur politique industrielle à ceux du gouvernement actuel, ce qui fait certes de très beaux et très séduisants discours (combien en avons nous déjà entendu lors du premier plan acier et avant les élections de mars 1978 !). Mais cela a-t-il changé quelque chose, cela changera-t-il quelque chose ? Cela ne fait que semer des illusions et retarder, dévier la lutte, l'action de la masse des travailleurs qui, par la grève, par le blocage de la production, en frappant les patrons à la caisse, est seule en mesure de briser leurs plans, de leur arracher quelque chose.

DU TRAVAIL POUR TOUS

Pour ce qui nous concerne, nous avons toujours considéré que la seule attitude offensive face aux licenciements était de les combattre, de les refuser : ne pas se résigner, partir du point de vue que par la lutte on peut les empêcher si l'on unit suffisamment de forces, frappant suffisamment les intérêts du patron pour le lui imposer. C'est cette attitude que reflétait et reflète notre mot d'ordre :

Non à tout licenciement ! Du travail pour tous !

Nous savons bien que cela est difficile, que la victoire n'est jamais assurée, qu'il est facile de le dire et beaucoup moins de le faire. Mais faut-il partir d'avance battu ? Justement nous considérons et considérerons toujours que des mots d'ordre comme *« Pas de licenciement, sans reclassement »* ou *« Pas de licenciement avant la création de nouveaux emplois »* sont des mots d'ordre de résignation, où l'on part battu et qui sont une manière de saisir la perche bien illusoire des implantations nouvelles et de la soi-disant diversification industrielle.

Voici quelques réflexions de notre correspondant de Woippy en Lorraine au sujet de la solution aux problèmes de cette région qui résiderait dans une diversification (implantation d'autres industries), avec intervention massive de l'Etat pour créer les infrastructures et organiser la nouvelle industrialisation : c'est le cortège des propositions de tous les partis, en premier lieu ceux de l'opposition, avec, il est vrai, quelques variantes (mais Messmer en est aussi).

C'est la voie du débat parlementaire, du changement de majorité, de gouvernement, etc. tout cela dans le cadre du capitalisme, mais rénové, rajeuni, avec d'autres ministres !

LA LORRAINE, « CHASSE GARDÉE »

La crise en Lorraine vient rappeler que le capitalisme est incapable d'assurer un développement harmonieux des régions, son seul objectif étant de faire des profits et non d'assurer du travail à la population.

Ainsi depuis toujours, les patrons de la sidérurgie ont empêché tout autre installation industrielle afin de se réserver la main-d'œuvre. Ils ont pratiqué une politique de « chasse-gardée ». C'est le cas non seulement de la sidérurgie dans le nord de la Lorraine (De Wendel), mais aussi du textile dans les Vosges (Boussac). Le témoignage qui suit donné par le fils et petit fils d'ouvrier chez De Wendel en montre bien quelques aspects :

« Mon père était un De Wendel cent pour cent. Il disait : le patron m'assure mon travail, c'est déjà quelque chose ! Il ne fallait rien dire contre les De Wendel, je vous assure... J'avais été élevé comme ça ! J'étais à l'école chez les pères jésuites, j'avais un confesseur (chacun choisissait le sien), il s'appelait le père Weber, un très chic gars... Il avait un frère qui était industriel dans le Nord et il voulait toujours que j'aille en vacances là-bas. Il voulait m'aider. Moi vous savez, j'aimais mieux venir chez moi. Il me disait : "Mais après, où est-ce que vous allez travailler ?" Je répondais : "Chez De Wendel". Moi, je ne voyais pas autre chose : j'étais boursier De Wendel, donc j'allais chez De Wendel. "Il vous a fait signer quelque chose ?" me disait-il. Ah non ! On n'a jamais signé d'engagement. C'est là qu'il m'a ouvert les yeux, et pourtant ce n'était pas un communiste ! "Mais qu'est-ce que vous croyez que De Wendel vous fait ? Vous croyez qu'il vous fait des cadeaux ! Il vous donne des avantages, mais il déduit tout ça de ses impôts. Ne vous faites pas de bile, il a des gars qui travaillent pour lui et tout ce qu'il fait, c'est dans son intérêt". Je suis revenu de vacances et j'ai raconté ces histoires là. Mon père en était malade : "Ne va pas raconter des théories comme ça !" Il avait peur que j'aille répandre ça, vraiment il avait peur. Il était outré. Il disait : "tu seras foutu à la porte, tu ne seras même pas embauché, je serai foutu à la porte". Il voyait ça comme ça. Remarquez que peu de temps après c'est venu d'ailleurs ! Le père Weber me disait aussi : "Votre père a fait tout sa vie chez De Wendel, votre grand-père aussi, et vous aussi lui devez encore quelque chose ! Mais vous lui avez fait sa fortune à cet homme-là !" Mais nous, on était forgé comme ça. Ce n'est qu'après qu'on a évolué, on a fini par comprendre ».

Aujourd'hui l'économie de la Lorraine - région de plus de deux millions d'habitants qui comprend les départements de la Moselle, Meurthe-et-Moselle, Meuse et Vosges — dépend de trois monopoles : Les Houillères du bassin de Lorraine (HBL, nationalisées), Usinor qui transporte ses bases ailleurs (à Dunkerque) et Sacilor-Sollac qui transporte ses bases à Fos. Entre Longwy et Metz, il y a des millions d'emplois : deux entreprises géantes, quelques dizaines d'autres qui leurs préparent le travail et après les laminoirs, rien.

Cette absence d'autres industries a été voulue et organisée. C'est une politique inhérente au capitalisme : chaque maitre de forge a défendu contre les autres son propre fief, ses propres réserves de main-d'œuvre et tous ensemble ont protégé leur réserve commune. Les maitres de forge n'ont pas construit de nouvelles industries et se sont opposés à ce que d'autres en construisent.

« DIVERSIFICATION ET RECONVERSION » QU'EN PENSER ?

En 1966, du fait de la crise, diversification et reconversion viennent à l'ordre du jour. Que font les barons de l'acier ? Ils créent un « bureau d'industrialisation », qu'ils entendaient garder sous leur coupe. Mais le gouvernement, obligé de réponsre aux inquiétudes des électeurs, intervient ne pouvant laisser les maitres de forge disposer seuls de ce bureau, dont tout le monde savait qu'ils ne feraient rien. Depuis, les patrons de la sidérurgie s'en sont désintéressés. Les initiatives du bureau n'ont porté que sur des points de détail et il ne pouvait en être autrement.

Et pouquoi les patrons investiraient-ils en Lorraine ? Durant des années, le comité des forges a présenté cette région comme déjà occupée, avec des salaires élevés... De plus et paradoxalement, cette région industrialisée n'offre pas les structures d'accueil nécessaires à l'industrie moderne. Enfin, elle n'offre pas de main-d'œuvre qualifiée : les mineurs de fer et de charbon sont, une fois sortis des mines, sans qualification. De même les spécialisations de la sidérurgie sont liées à ses besoins : l'adresse et le coup de main des lamineurs sont sans valeur en dehors des installations de laminage.

D'autre part, en période de crise, plus les intreprises d'une région sont anciennes et en difficulté, plus elles résistent à des implantations nouvelles dont elles ne pourraient supporter la concurrence sur le marché de la main-d'œuvre : plus elles sont en difficulté, plus elles doivent, pour ralentir la baisse des profits, protéger contre toute tentative de fuite prématurée les salariés qu'elle mettront plus tard sur le pavé.

On ne peut attendre de développement harmonieux d'une région, en système capitaliste, en particulier quand sévit la crise. Seul *« l'Etat socialiste assurera un développement harmonieux des régions de façon à combler le retard que le capitalisme a imposé à certaines d'entre elles »*. (Programme du 3e congrès du PCMLF).

Alors que les deux plans acier suppriment près de 40 000 emplois entre 1977 et 1981 et que le second plan acier en supprimera au moins 21 750, Barre vient de promettre la création de ... 1 000 emplois, d'ici 1984, en Lorraine ! C'est scandaleux !

Selon les syndicats, avec les 55 000 chômeurs de la Lorraine, les jeunes sortant de l'école et les femmes à la recherche d'un emploi, c'est plus de 100 000 emplois qu'il faudrait tout de suite !

Aussi les travailleurs ne peuvent compter sur les promesses des représentants de la bourgeoisie. Nous n'aurons que ce que nous prendrons ! Nous ne pourrons compter que sur nos luttes pour garantir un emploi pour tous !